Arrêté de délégation de compétence relative à la négociation et à la signature des contrats de prestations dans le cadre de la lutte contre la violence conjugale

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur la lutte contre la violence dans les relations de couple (LVCouple), du 30 mars 2004 ;

sur la proposition de la conseillère d'État, cheffe du Département de l'éducation et de la famille,

arrête :

Délégation de
compétence

Article premier La cheffe du Département de l'éducation et de la famille est compétente pour négocier et signer les contrats de prestations conclus dans le cadre de la lutte contre toute forme de violence conjugale et de la mise en place d'un service pour les auteur-e-s de violence dans la mesure où la dépense qui en découle entre dans le cadre budgétaire annuel de l'État.

Entrée en vigueur

Art. 2 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et est valable pour la législature 2017-2021.

Publication

Art. 3 Le présent arrêté sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 9 juillet 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND